

ADMINISTRATIONS FLAMANDES

Bidules et doublons

Horriée, la Flandre se découvre une administration en surpoids aigu, priée de se débarrasser au plus vite de ces kilos superflus qui font honte dans la patrie de la « goed bestuur ».

La ponctualité flamande se perd. Liesbeth Homans (N-VA), ministre régionale des Affaires intérieures, attendait les copies de ses administrations pour le 1^{er} janvier. Mauvais signe : à peine trois plans de réorganisation ont été rentrés dans les délais, sur les treize attendus. S'infliger un contrat minceur sera tout sauf une partie de plaisir.

> BOULIMIE ADMINISTRATIVE 2006, l'ère Leterme, année prolifique pour la Flandre du futur. Décrétée l'an I d'une administration moderne et performante, digne complément du « Vlaanderen in Actie » lancé la même année. Raté : l'ambitieuse réorganisation n'a fait qu'accoucher d'une usine à gaz. Treize départements ministériels, six entreprises publiques, 69 agences autonomes internes et externes, douze conseils consultatifs stratégiques : les 46 entités administratives recensées avant 2006 ont atteint, en janvier 2014, le cap symbolique des 100 structures.

Il suffit de gratter pour déterrer. Lode Vereeck, député

LDD sous la précédente législature, a pulvérisé l'organigramme : il identifie... 194 organismes en tous genres battant pavillon régional flamand. Bonjour le train de vie : trois millions d'euros en indemnités sont versées aux administrateurs et commissaires du gouvernement. Toujours plus de bidules, de satellites, de doublons à l'utilité douteuse. A la veille du scrutin de mai 2014, cette boulimie administrative électrise le parlement flamand. On s'étonne, on s'offusque de cette insulte à la « goed bestuur ». On y tient un langage

LAMPENS/IMAGESK

que l'on est plus habitué d'entendre dans un hémicycle parlementaire en bord de Meuse...

Les experts en gouvernance publique appelés à la barre témoignent de maux archiconnus. Centralisation excessive, coordination foireuse, saupoudrage de compétences, concurrence malsaine, évaluation lacunaire, peur de la culture du résultat, etc. Quelques vérités bien senties fusent au passage : « Assez de rhétorique sloganique sur "le faire plus avec moins" », « l'approche fonctionnarisée, la loi en main, domine encore trop souvent », « un changement total de culture est nécessaire à tous les niveaux : au parlement, au gouvernement, à l'administration. Cette culture est ancrée dans les esprits ». Et notamment dans les têtes des quelque 40 000 agents régionaux, jugés bien trop casaniers et pantouflards : sept fonctionnaires flamands sur dix n'ont jamais exercé qu'un job au

sein de l'administration, relève un rapport rendu il y a un an par l'officielle Commissie Efficiënte en Effectieve Overheid.

Bienvenue en bureaucratie, terre d'élection de « baronnies ». Cet Etat flamand dans l'Etat se révèle aussi mauvais payeur : 20 % de ses factures ont été honorées tardivement entre 2004 et 2012. Il est atteint de « réglementite » aiguë, gagné par l'obsession du rapport. « En Flandre, on a l'habitude d'étudier un projet, d'en faire une maquette puis seulement de consulter la population. Ce qui, en cas de refus, cause souvent perte de temps et d'argent. Aux Pays-Bas, on fait l'inverse : on consulte d'abord, puis on échafaude le projet », explique Lode Vereeck.

Depuis l'opposition, Bart Tommelein, alors député Open VLD, s'est délecté au nez et à la barbe du ministre N-VA mis sur le gril : « Monsieur le ministre Bourgeois, tout cela fait beaucoup penser au soi-disant modèle PS que vous attaquez si fortement. » Geert Bourgeois n'a pas cillé sous l'affront. Promu ministre-président de Flandre, il s'engage, avec son équipe, à intensifier l'élagage déjà en cours.

Le timing n'est pas idéal. C'est une administration en plein redéploiement qui doit absorber le choc du transfert des compétences, fruit de la sixième réforme de l'Etat. Pas de panique : « L'administration a déjà produit un rapport de 500 pages sur la question », glisse le professeur de finances

publiques Herman Matthijs (VUB, université de Gand). On ne se refait pas.

► NOMINATIONS SUR UN AIR DE POLITISATION

Bourgeois I^{er} n'a pas tardé à passer à l'acte. Sa première victime : le Jobpunt Vlaanderen. L'administration régionale a pour consigne de se passer de ses services de ce Selor à la flamande pour recruter ses fonctionnaires. Officiellement, parce que cette procédure réputée objective de sélection manquerait de professionnalisme. Officieusement, parce que la nouvelle coalition N-VA / CD&V / Open VLD voulait casser les reins d'un fief socialiste suspecté de rouler trop à gauche.

On pensait la gouvernance flamande au-dessus de ces petits jeux politiques réservés au biotope francophone. Dans une récente tribune libre, un membre du comité scientifique de Jobpunt Vlaanderen apporte un cinglant démenti : « En mettant sur la touche Jobpunt Vlaanderen, le gouvernement flamand a désormais les mains libres pour nommer des cabinetards candidats qui étaient écartés parce que moins compétents. [...] J'entends déjà ici et là sabrer le champagne... »

A quelques encablures du dernier scrutin, la transhumance d'une dizaine de cabinetards vers les sommets de l'administration flamande avait déjà fait jaser. Vexé, Geert Bourgeois se dit alors blessé que des parlementaires nordistes osent la comparaison avec les voisins les plus proches : « Il est faux de dire qu'ici, des gens sont désignés sur la base d'un coup de fil. »

Et pourtant, « il n'y a rien de plus belge que la culture politique flamande en termes de participatie, de consensus pas toujours très clairs, de politisation », objecte le politologue Dave Sinardet (VUB). Le gâteau, fût-il flamand, se partage entre forces politiques : dernière venue à table, la N-VA y mord à son tour à pleines dents. Il se dit qu'elle pourrait y prendre goût.

► **COMMUNES EXSANGUES** « Il n'est nullement question en Flandre de communes en faillite, comme en Wallonie. » Parole de Liesbeth Homans (N-VA), ministre en charge

des Pouvoirs locaux. Mais il est bel et bien question de communes flamandes aux abois. De finances communales flamandes en déficit cumulé de 613 millions d'euros en 2013, soit deux tiers du déficit des pouvoirs locaux à l'échelle du pays.

308 communes, dont 70 % de moins de 20000 habitants, souvent trop petites pour survivre seules, ont dû chercher leur salut dans un réseau inextricable de 2000 partenariats intercommunaux. Une moyenne de 68 structures par entité : plus nébuleux que ce système, tu meurs.

Appel à fusions des communes avait été lancé sous Peeters I^{er}. Sur base volontaire, incitants financiers à la clé. Pas un amateur ne s'est à ce jour signalé. Pas de quoi décider Bourgeois I^{er} à user de la manière forte en décrétant la fusion obligatoire. « C'est aux communes elles-mêmes à se manifester », a répété Liesbeth Homans devant un parlement flamand peuplé de mandataires locaux peu enclins à céder leur bout de gras. CD&V en tête, qui joue sa survie politique dans ses bastions locaux, les partis font de la résistance. La fusion programmée des CPAS et des communes fera déjà assez de malheureux.

► **PROVINCES MAINTENUES** La Flandre ne jure plus que par deux niveaux de pouvoir : l'étage régional et un échelon local fort. Sans aller jusqu'à se passer de niveaux intermédiaires. Les provinces sauvent leur peau, mais amputées des compétences culturelles ou sportives, allégées de la moitié de leurs conseillers provinciaux. Aller plus loin était trop demander. ● P. Hx